

# Lettre aux ELUS LOCAUX

Madame ou Monsieur le Maire,

Mesdames et messieurs les Conseiller(ère)s municipa(les)ux,

Cela fait des années que nous dénonçons l'appauvrissement et l'éloignement progressif des services publics dans notre territoire Haut-Alpin.

A force de réduction des moyens et des effectifs, de la fermeture progressive des structures et de la réduction des horaires d'ouverture des guichets, le citoyen se retrouve dans la difficulté, voire l'impossibilité de faire valoir ses droits.

La dématérialisation des procédures, sans alternative, loin de simplifier les démarches administratives, entraîne isolement et exaspération des usagers les plus faibles.

La réforme DARMANIN révélée à l'été 2019 a été réactivée dans le Nord du Département :

## **Au 1er Janvier dernier :**

- **suppression de la trésorerie de L'Argentière transférée à Briançon;**
- **suppression du service des impôts des entreprises de Briançon transféré à Embrun;**
- **suppression du service des impôts des particuliers d'Embrun transféré à Briançon.**

## **Elle se poursuit avec**

- **au 01/01/2022 : la suppression des trésoreries de GUILLESTRE, SAINT BONNET et SAINT JEAN**
- **au 01/01/2023 : la suppression des trésoreries de TALLARD et VEYNES**
- **au 01/01/2024 : la suppression de la trésorerie de LARAGNE**

L'Etat se déleste encore un peu plus de ses missions traditionnelles aux dépens des collectivités locales.

Pour l'intersyndicale CGT, SOLIDAIRES, FO et CFDT, l'urgence aujourd'hui est bien la sauvegarde de nos services publics.

Comme vous, nous défendons des services des Finances Publiques de proximité garantissant l'égalité d'accès des citoyens au Service Public ainsi que la bonne tenue des comptes publics. Comme vous nous souhaitons garder un service public au plus proche de vous afin de payer les dépenses et encaisser les recettes.

Comme vous, nous sommes attachés à notre territoire et ne souhaitons pas le voir se désertifier par la perte des services publics.

Nous vous demandons de vous joindre aux agents et aux élu.es des personnels pour tenter d'arrêter le processus.

**Le ministre M. DUSSOPT a décidé de venir donner la bonne parole dans notre territoire le 25 JANVIER prochain selon le DL (article ci-joint). C'est le moment de lui faire savoir que cette réforme ne nous plaît pas.**

Si sa venue est avérée, il devrait s'entretenir avec les organisations syndicales et nous vous proposerons une action de communication.

S'il ne vient pas nous vous invitons à exprimer votre désaccord auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques des Hautes-Alpes et partout où vous le pourrez afin d'organiser votre propre action de contestation et exiger le retrait de ce projet mortifère pour nos services publics de proximité, qui portera un coup de plus à l'attrait des communes rurales. C'est maintenant ou jamais.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'informations

Veillez agréer, madame ou monsieur le Maire, mesdames et messieurs les conseiller(ère)s municipa(les)ux, l'expression de notre considération la plus distinguée.

L'intersyndicale CGT, SOLIDAIRES, FO et CFDT